



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE



Direction de la Communication

NEWS

Revue de presse



Jeudi 18 Août 2022



EPE : Ces créances qui plombent la trésorerie publique

Les créances des entreprises publiques ont continué d'augmenter en 2021. La crise sanitaire n'a fait qu'accroître davantage ces créances, devenues un véritable boulet à la fois pour les banques et le trésor, en l'absence d'une solution structurelle de nature à limiter cet endettement et ses conséquences sur les banques, le Trésor public et la dette.



LUTTE CONTRE L'INFLATION EN ALGÉRIE : Les recommandations de la Banque mondiale

La Banque mondiale rappelle, dans un communiqué, que «l'inflation est une préoccupation croissante en Algérie, comme ailleurs». Prix à l'import, dépréciation et expansion monétaires ont contribué au niveau élevé d'inflation», c'est le constat établi par la Banque mondiale (BM) dans son dernier rapport de suivi de la situation économique algérienne publié le 3 août.

«La hausse des prix à la consommation est demeurée élevée au T1-2022. La croissance de l'indice des prix à la consommation a atteint 7,2% en g.a. en 2021 et 9,2% en g.a. au T1-2022, portée principalement par les prix des produits alimentaires, mais également ceux des produits manufacturés», a-t-elle indiqué.

Et de souligner ensuite que «la hausse des prix à la consommation a pu être alimentée par les effets différés de la dépréciation du taux de change et la hausse de la monnaie en circulation – plus marqués durant la crise de la Covid-19 – et la hausse des prix à l’importation, ou encore les phénomènes de spéculation dans les circuits de production et de distribution».

Les prix à la production dans le secteur industriel public ne sont pas en reste, relève la BM. «Particulièrement sensibles à la dépréciation du taux de change», ces prix ont également connu une «forte hausse», notamment dans les secteurs des ISMMEE (industries sidérurgiques, métalliques, mécaniques, électriques et électroniques) et du textile. Cette institution a rappelé, néanmoins, que «les autorités ont pris des mesures pour atténuer l’effet de la hausse des prix sur les ménages».

Parmi ces mesures, note la BM, «la suspension de la rationalisation des subventions céréalières de l’été 2020, l’annulation de la hausse de la TVA à l’importation sur le sucre et la suppression des impôts sur les biens et services digitaux, l’instauration d’une allocation chômage pour les jeunes primo-demandeurs d’emploi, l’augmentation des salaires des fonctionnaires et des pensions de retraite, l’allocation de fonds additionnels pour stabiliser les prix du sucre et de l’huile et assurer la disponibilité du lait en poudre, l’interdiction de l’exportation des produits alimentaires de large consommation dont l’Algérie est importatrice, de même que des interventions législatives et auprès d’opérateurs économiques pour limiter les phénomènes de spéculation».

Sont-elles suffisantes pour autant afin de juguler l’impact de ce phénomène d’inflation sur le pouvoir d’achat des ménages ? La BM ne le dit pas expressément, même si elle fait observer que ce taux reste toujours important et recommande au gouvernement de prendre à bras le corps ce problème à l’heure des incertitudes de l’économie mondiale. Le rapport rappelle en effet, dans un communiqué sur le sujet, que «l’inflation est une préoccupation croissante en Algérie, comme ailleurs».

«Des politiques budgétaires et monétaires prudentes, ainsi que des réformes favorisant la concurrence, a-t-elle précisé, contribueront à limiter les pressions inflationnistes et à soutenir une croissance plus inclusive et plus durable.»



ZONE EURO RÉVISION EN LÉGÈRE BAISSÉ DE LA CROISSANCE AU 2^e TRIMESTRE

La croissance économique dans la zone euro au deuxième trimestre a été révisée en légère baisse, à 0,6% par rapport au trimestre précédent, ce qui reste une légère accélération, tandis que l’emploi s’essouffait sur la même période (+0,3%), selon des chiffres d’Eurostat publiés hier. Dans une première estimation publiée fin juillet, l’institut avait d’abord évalué à 0,7% la progression du produit intérieur brut des 19 pays partageant la monnaie unique, marquant une forte embellie après une croissance de 0,5% au premier trimestre.

En glissement annuel, cela se traduit sur la période avril-juin par une croissance de 3,9% par rapport au 2e trimestre 2021 (contre 5,4% au premier trimestre). Des performances qui placent la zone euro bien au-delà des Etats-Unis, qui ont vu leur PIB se contracter au 2e trimestre de 0,9% en rythme annualisé, après avoir déjà enregistré un net recul de 1,6% au premier trimestre.

En dépit de la flambée de l'inflation et à rebours des inquiétudes des économistes, la zone euro a profité d'une activité toujours soutenue, notamment portée par l'embellie du secteur des services, en particulier du tourisme, grâce à la levée des restrictions liées à la pandémie.

Au sein du bloc européen, la situation reste cependant contrastée, avec une croissance forte en Espagne (1,1% en rythme trimestriel), en Italie (1%) et en France (0,5%), mais atone en Allemagne, première économie européenne (0%), selon les chiffres actualisés d'Eurostat.

Dans le même temps, l'emploi a marqué un certain essoufflement : le nombre de personnes ayant un emploi a augmenté de 0,3% dans la zone euro au deuxième trimestre par rapport au précédent, après une progression de 0,6% en janvier-mars. Cela représente une hausse de 2,4% sur un an, après un gonflement de 2,9% au premier trimestre.

Pour l'ensemble de l'Union européenne (UE), la croissance économique s'établit à 0,6% au deuxième trimestre par rapport au précédent, au même niveau que sur les trois premiers mois de l'année, marquant donc une stabilisation de l'activité.

Algérie 360°

[Taux de change du dinar en banque et au marché noir ce 17 août](#)

Pour ce mercredi 17 août 2022, les cotations officielles de la Banque d'Algérie indiquent que la monnaie européenne unique s'échange contre 144.48 dinars algériens à l'achat et contre 144.51 dinars algériens à la vente.

ALGERIE FOCUS

[Retour des expositions et salons à partir du 5 septembre: 20 clusters économiques pour attirer les investisseurs](#)

Parallèlement à la finalisation urgente des textes d'application accompagnant la nouvelle loi sur les investissements, l'Algérie connaît début septembre prochain un retour en force des expositions et salons économiques, qui ont connu un ralentissement de rythme au cours des derniers mois.



[Nationalisation des sociétés des oligarques emprisonnés : Fin de mission pour les administrateurs](#)

Une nouvelle vie commence pour certaines entreprises privées qui appartenaient aux hommes d'affaires condamnés définitivement par la justice. Les administrateurs judiciaires désignés par la justice pour gérer les entreprises dont les patrons ont été emprisonnés pour des affaires de corruption, notamment Tahkout, Haddad, Mazouz, Kouninef, Baïri et Arbaoui, ont été démis de leurs fonctions, rapporte le site d'information SabkPress. Celui-ci a fait part de la décision de mettre fin aux tâches des administrateurs administratifs des sociétés confisquées par décision de justice, qui appartenaient à des hommes d'affaires condamnés dans des affaires de corruption.



[Le Brent sous les 95 dollars : Le baril broie du noir](#)

Le pétrole américain qui a subi les pertes les plus sévères se retrouve à son niveau d'il y a près de sept mois. Une autre page s'ouvre pour le marché de l'or noir: celle des incertitudes. Fini les perspectives d'un baril à 150 dollars voire plus. La crainte d'un «4e choc pétrolier» après ceux de 1973, 1979 et 2008, s'est vraisemblablement dissipée.



[Céréaliculture : Le ministère de l'Agriculture rappelle aux producteurs l'obligation de livrer leurs récoltes aux CCLS](#)

Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a rappelé, hier, aux céréaliculteurs l'obligation de livrer la totalité de leurs récoltes aux Coopératives des céréales et des légumes secs (CCLS), en vertu des dispositions de la loi de finances complémentaire 2022, précisant que la collecte se prolongera jusqu'au 30 septembre prochain.



[Saisie de plus de 1 800 téléphones portables et tablettes à El Oued \(Douane\)](#)

La Brigade polyvalente relevant de l'Inspection divisionnaire des Douanes dans la wilaya d'El-Oued a saisi lundi 1 830 téléphones portables et tablettes de fabrication étrangère, a indiqué mardi une source responsable à l'Inspection divisionnaire des Douanes.

Les conditions de diversification de l'économie nationale

L'organisation générale de l'économie nationale s'inscrit, au cours de cette étape de planification à moyen terme dans le double contexte de la finalisation des objectifs arrêtés par le plan de relance économique et sociale et de préparation des conditions de réalisation de l'image économique du pays, l'horizon 2025.

Elle se caractérise fondamentalement par la nécessité d'une plus grande maîtrise du processus de développement et des conditions de son maintien au niveau requis par l'ampleur croissante des besoins à satisfaire, dans un contexte où la part relative des hydrocarbures dans le financement notamment de l'accumulation, devra être progressivement remplacée par un surplus économique dégagé à partir de la production nationale. D'où cette nécessité d'une utilisation plus intense des moyens matériels et humains disponibles pour l'amélioration de la productivité.

Compte tenu de ces facteurs, la recherche d'une efficacité économique et sociale des capacités productrices déjà existantes ou à venir devra constituer en l'étape actuelle l'axe directeur autour duquel prendront corps l'ensemble des mesures d'organisation et de diversification de l'économie nationale et visant essentiellement à finaliser et à parfaire les grandes réformes et d'encadrement engagés par le programme présidentiel, tout en constituant une base à même de répondre au schéma économique en vigueur et qui devra se traduire en particulier par une meilleure capacité des opérateurs nationaux et étrangers à intensifier leurs relations, dans un cadre planifié et sur la base du " gagnant-gagnant " et en même temps d'élargir le taux de satisfaction des besoins fondamentaux de l'économie et ceux des citoyens à partir du marché national.

C'est en effet dans de telles conditions que la production nationale pourra prendre la relève de l'exportation, notamment pour les produits non stratégiques, parmi lesquels en premier lieu certains produits de consommation, diminuant ainsi la pression des contraintes extérieures, et préparer en même temps la production nationale à dégager des surplus susceptibles d'être exportés à des coûts et des conditions compétitifs sur le marché international.

Dans ces conditions, la poursuite des efforts visant à préciser davantage les modalités de mise en œuvre des objectifs du renouveau économique et des équilibres arrêtés, sont susceptibles de constituer les moyens essentiels du renforcement de la diversification économique et d'organisation sociale.

A ce titre et dans le cadre de l'amélioration de l'attractivité du climat des affaires, le nouveau Code relatif à l'investissement a été promulgué, notamment pour lever toutes les

entraves à l'acte d'investir, par de nouvelles mesures organisationnelles et financières tout en donnant davantage de visibilité et de stabilité juridique et institutionnelle aux investisseurs potentiels.

La réforme du Code de l'investissement a ainsi mis en exergue de dématérialiser les procédures administratives, réduit les délais de traitement de tout dossier administratif et simplifié les procédures d'octroi des différents agréments et autorisation requis pour l'exercice de tous types d'activités ? la lutte contre la bureaucratie à travers une commission d'arbitrage sur les relations administration-investisseurs.

Le nouveau texte relatif à l'investissement a également mis l'accent sur la mise en place d'un mécanisme d'évaluation et de suivi du climat des affaires, la mise en place d'un organisme de veille et d'intelligence économique, pour assister les investisseurs à l'anticipation et la mise en œuvre des systèmes d'information économique et une cartographie des institutions et des opportunités d'investissement, comme outil d'aide à la décision et moyen d'évaluation des politiques publiques.

ÉNERGIE

Nouvelle remontée des prix du gaz

Ils le savaient dès le départ : s'affranchir du gaz russe ne se réalisera pas sans dommage pour les Européens. Le prix à payer s'avère de plus en plus lourd, et le pire c'est que, selon des perspectives aussi récentes les unes que les autres, établies par des analystes qu'on ne peut accuser d'un quelconque parti-pris, les prix du précieux liquide pourraient franchir des niveaux hautement déstabilisants pour les économies même les plus robustes de l'Union européenne, à commencer par l'Allemagne.

Un aperçu a été donné au début de la guerre en Ukraine, il y a près de six mois. Moins de deux semaines après que le conflit Russie-Ukraine eut tourné à la guerre, le prix sur le marché spot du gaz en Europe avait atteint environ 3 900 dollars par milliers de mètres cubes pour la première fois. À la fin juillet dernier, après une accalmie qui a laissé le champ libre au prix du pétrole pour reprendre le mouvement haussier jusqu'à dépasser les 126 dollars le baril de Brent en juin, place nette a été faite de nouveau au gaz naturel pour reprendre des hauteurs suite aux travaux de maintenance engagés par la Russie sur le gazoduc principal desservant l'Allemagne et d'autres pays de l'UE alors que ceux-ci étaient engagés dans la reconstitution de leurs stocks. Au même moment où intervenait la réduction des débits de Nord Stream aux alentours de 33 millions de mètres cubes par jour, soit à peine 20% de la capacité nominale, les prix des contrats de gaz à terme aux États-Unis prenaient de la hauteur atteignant, vers la fin juillet, des sommets plus vus depuis 14 ans. Les États-Unis qui, soit dit en passant, sont devenus au même moment, selon une information de l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA), le premier exportateur

de gaz naturel liquéfié au monde, à l'issue du premier semestre 2022, avec 11,2 milliards de pieds cubes exportés par jour, soit 12% de mieux que l'année dernière à la même période.

Mardi donc, pour la première fois depuis un peu plus de cinq mois, les prix du gaz sur le marché européen ont atteint de nouveaux records, les incertitudes propres au marché depuis le début du conflit en Ukraine, et les nouvelles de l'assèchement du Rhin, une des voies les plus fréquentées pour l'exportation de gaz par tankers et supertankers alors que les approvisionnements étaient déjà réduits, ont rudement impacté le marché. Le prix du gaz, après l'avertissement de lundi dernier qui l'avait vu bondir de 6,8% lundi, le mégawattheure (MWh) livré au port de Rotterdam a encore glané 2,67%, mardi pour terminer à 238,76 euros, soit plus de 2 500 dollars par millier de mètres cubes, pas très loin de son record de début mars à 227,2 euros. En cours de séance de mardi, le MWh a pris jusqu'à 14,37%, à 251 euros, soit un prix 11 fois plus cher que la moyenne saisonnière de ces cinq dernières années. Une tendance folle qui, si elle devait se poursuivre, pourrait envoyer le prix jusqu'à 347 euros le MWh ou 4 000 dollars par millier de mètres



Photo : AP

cubes, a prévenu le géant russe Gazprom, soit plus que lors de son cours de début mars, lorsque les prix du contrat à terme de l'indice européen TTF avaient déjà explosé en séance à 345 euros, soit 3 900 dollars par millier de mètres cubes.

Des prix qui donnent le tournis et entérinent le déficit commercial des pays de l'UE qui, en une année, sont passés d'un excédent commercial (plus d'exportations que d'importations) à un inquiétant déficit (plus d'importations que d'exportations), selon Eurostat (l'organe de l'UE chargé de l'information statistique à l'échelle communautaire). En effet, les chiffres publiés mardi par Eurostat annoncent que le déficit des échanges de l'UE avec le reste du monde s'est élevé à 25 milliards d'euros en juin, alors qu'au même mois de l'année dernière, l'excédent était de près de 20 milliards. Ceci en raison du fait que les Européens paient beaucoup plus cher leur énergie importée. Au premier semestre 2021, l'énergie importée a coûté 150 milliards d'euros, cette année, elle a coûté 376 milliards d'euros sur les mêmes mois.

Des chiffres qui rendent encore plus pressant le besoin de l'UE de se trouver de nouvelles sources d'approvisionnement en gaz, tablant sur certains pays au rang desquels on retrouve des fournisseurs pas très habituels tels l'Algérie et l'Azerbaïdjan, même si l'Algérie peut se targuer d'avoir droit de cité dans la liste des sources d'approvisionnement de l'Europe. Jusqu'à l'année dernière, lorsque les pays de l'Union européenne étaient dépendants à plus de 43% du gaz russe, l'Afrique expédiait au Vieux Continent 21% du gaz dont l'UE avait besoin, dont 18,8% provenaient d'Algérie, 2,1% de Libye et 0,1% d'Égypte, pour les approvisionnements de l'année 2021. Proportion qui, pour ce qui concerne l'Algérie, est bien partie pour évoluer grâce notamment à l'effort de production soutenu par, notamment, l'entrée en exploitation annoncée pour novembre prochain par Sonatrach de l'une de ses dernières découvertes qualifiée parmi les plus importantes de ces 20 dernières années.

Azedine Maktour

تطبيقا لما جاء في قانون المالية التكميلي وزارة الفلاحة تؤكد إلزام تسليم إنتاج الحبوب للتعاونيات

لليوان الجزائري المهني للحبوب، باعتبارها أحد أبرز السبل لقطع الطريق أمام الممارسات ذات العلاقة بالمضاربة واحتكار هذا المنتج الغذائي الأساسي والوقوف موازاة مع ذلك بشكل دقيق على حجم الإنتاج.

علاوة على ذلك، يضيف البيان، يتوجب التصريح بجميع المخزونات التي يحتفظ بها المنتجون (البذور الزراعية والمنتج المخصص للاستهلاك الذاتي) من كميات ومكان التخزين لدى مديرية المصالح الفلاحية للولاية المعنية، موازاة مع ذلك يبقى العمل بالإجراءات المعتادة سارية المفعول (بطاقة الفلاح وبطاقة بيانية من الغرفة الفلاحية) لمنتجي الحبوب والبقول الجافة الذين يحوزون هذه الوثائق".

سعيد - ب

• ذكرت وزارة الفلاحة والتنمية الريفية، مجددا، منتجي الحبوب بالزامية تسليم محصولهم "بالكامل" إلى تعاونيات الحبوب والبقول الجافة المختصة إقليميا، وفقا لما جاء في المادة 30 من قانون المالية التكميلي لسنة 2022، حيث شددت على ضرورة أن يسلم كافة المنتجون دون شروط وذلك مقابل تقديم وثيقة هوية المزارع، بالإضافة لشهادة معدة من طرفه تحدد موقع المستثمرة ومساحتها، حيث يتم بعدها جرد المحصول رسميا وتخزينه.

وأكدت الوزارة في بيانها أنه "يستوجب على مديري التعاونيات تطبيق تعليمات وزارة الفلاحة والتنمية الريفية المتعلقة بجمع الحبوب للموسم لحملة 2021-2022"، مذكرة أن "عملية جمع المحاصيل قد مددت لغاية 30 سبتمبر 2022 وفقا لبيان

بسبب غياب الثقافة .. فقدان الثقة وضعف القدرة الشرائية

الجزائريون لا يؤمنون إلا ما كان مفروضا

ترجع مسألة التأمين على الممتلكات، الأراضي، المنازل والعقارات، في كل مرة تتعرض فيها الجزائر للكوارث الطبيعية، حرائق أو فيضانات أو زلازل، لتميط الستار عن واقع يكشف غيابا شبه كامل لثقافة التأمين لدى الجزائريين، تارة لأسباب مردها طبيعة تفكير المواطن وتأثير ضعف قدرته الشرائية، وتارة لغياب الميكانيزمات المناسبة وفقدان الثقة في شركات التأمين، تجعل الجزائري لا يؤمن إلا تحت طائل إجبارية القانون.

نائب رئيس اتحاد شركات التأمين، حسان خليفتي، لـ"الخبر"

"اقترحنا بناء ثلاثيا لتغيير واقع التأمين ضد الكوارث"

• القطاع الفلاحي لا يتجاوز 2 بالمائة من رقم أعمال سوق التأمينات



التأمين على المحظرة العقارية لا يتجاوز 10 في المائة وهو يؤكد الأرقام التي كشفتها حوادث الحرائق في السنة الماضية

سعيد بشار

• قال نائب رئيس الاتحاد الوطني لشركات التأمين والرئيس المدير العام لشركة أليانس للتأمينات، حسان خليفتي، إن حجم التأمين ضد الكوارث الطبيعية متواضع جدا بالمقارنة مع بلدان أخرى، إذ أن التأمين على المحظرة العقارية لا يتجاوز 10 في المائة، وهو يؤكد الأرقام التي كشفتها حوادث الحرائق في السنة الماضية، من منطلق أن حوالي 95 في المائة من الفلاحين ليسوا مؤمنين ضد الكوارث الطبيعية، مشيرا إلى أن التأمين الفلاحي لا يتجاوز 1 إلى 2 في المائة من رقم أعمال سوق التأمينات في الجزائر حاليا، على الرغم من وجود شركة متخصصة في هذا المجال.

وفي تصريحه لـ"الخبر"، أكد المتحدث في سياق تحليل هذه الأرقام على وجود عمل كبير، وحسد اقتراح تغيير الرؤية والطريق للتأمين على الكوارث الطبيعية، من خلال الاستفادة من التجارب الناجحة لبلدان أخرى، وطرح ما عبّر عنه بـ"بناء" ثلاثي بين الفلاح والحكومة أو ممثلها وكذا شركات التأمين، وبالتالي فرض إجبارية التأمين تتحمل في إطاره الحكومة من خلال

التأمين ضد الكوارث الطبيعية المختلفة ضمن آلية منح الجهات المسؤولة للقروض المصغرة، وهو ما يشكل ضمانا بالنسبة للسلطات العمومية بأن مبالغ القروض مضمونة في حالة وقوع هذا النوع من الكوارث، وبالتالي، فإن تغيير المنطوق ووضع الآليات المناسبة ضروري لدفع هذه الشريحة الكبيرة من المواطنين للتأمين حماية لممتلكاتهم.

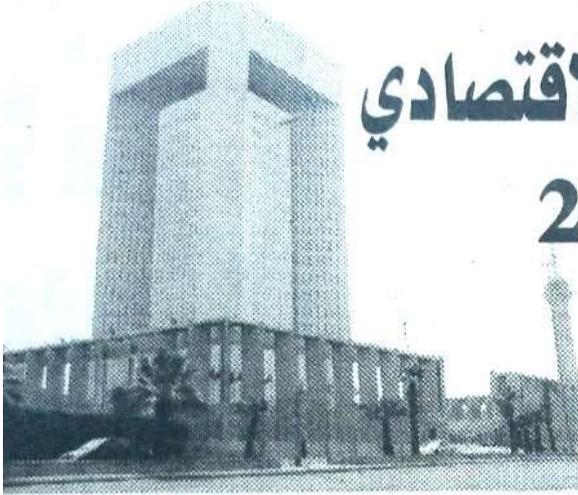
س. ب.

الاضطرار لتحمل الخزينة المبالغ الكبيرة للتمويضات التي تدرج ضمن الآليات التضامنية في حالة وقوع الكوارث الطبيعية، والتي بلغت خلال الخمس سنوات الماضية حسب الأرقام الرسمية 5 مليار دولار تكبدتها الخزينة العمومية.

وفي سياق التأكيد على ضرورة فرض إجبارية التأمين، قال خليفتي إن الاتحاد الوطني لشركات التأمين طرح إدراج شرط

الميكانيزمات الداخلية قسما من التأمين، وتعرض شركات التأمين أقساط لتأقسية، بينما يدفع الفلاح قسما إجباري، ولأنه يستفيد من التمويض مهما كانت الظروف.

وأشار خليفتي إلى أن تكريس هذه المنظومة يرفع من مستوى ثقافة التأمين لدى هذه الشريحة من المواطنين، في حين تتحمل الحكومة جزءا من أقساط التأمين في إطار تحفيزي، بدلا من



إطلاق جائزة الإنجاز الاقتصادي الإسلامي 2023

أعلن معهد البنك الإسلامي للتنمية، فتح باب الترشيح لجائزة البنك الإسلامي للتنمية للإنجاز الفعال في الاقتصاد الإسلامي لسنة 2023، أمام البلدان الأعضاء في البنك،

وتركز النسخة الجديدة على فئة الإنجازات في مجال الحلول الإنمائية بهدف الاحتفاء بالمشاريع الإبداعية التي تؤدي إلى إيجاد حلول للصعوبات الاقتصادية والمالية في البلدان الأعضاء في البنك الإسلامي للتنمية، والمكافأة على هذه المشاريع وتشجيعها، وخصص المعهد جائزة بقيمة 100 ألف دولار للفائز الأول و70 ألف للفائز الثاني و30 ألف دولار للثالث، والتي سيكون التقديم أو الترشيح لها من خلال زيارة الموقع الإلكتروني لجائزة البنك المتاح حتى 11 ديسمبر 2022.



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



MFINANCES CHANNEL وزارة المالية الجزائرية



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger